

A quand le dévoilement de la vérité sur le génocide rwandais ?

La Libre Belgique, 08-04-21 Trop souvent nous sommes confrontés à des présentations aussi partiales que peu subtiles de la tragédie rwandaise. C'est comme si nous étions alors acculés à ranger toutes les victimes dans un camp ethnique et tous les coupables dans l'autre. Une carte blanche de Johan A. Swinnen, Ancien ambassadeur à Kigali (1990-1994). Auteur de "À Rwanda, mijn verhaal" (Polis-Pelckmans, 2016).

Alors que nous pleurons jusqu'aujourd'hui le lourd tribut humain du génocide rwandais, nous ne pouvons éviter de nous poser des questions sur les circonstances dans lesquelles la calamité a eu lieu. Les décisions des uns et des autres s'apparentaient alors souvent à un théâtre d'ombres et de lumières. "Dans quelle pièce avons-nous donc. C'est la question, sans réponse définitive, que je développe au terme de mon livre de souvenirs d'ambassadeur de Belgique à Kigali, de 1990 à 1994. Vingt-sept ans après le génocide au cours duquel un million de Tutsis et d'autres citoyens rwandais ont été brutalement assassinés, la tragédie n'a toujours pas livré tous ses secrets. Certains événements et situations qui définissent aujourd'hui le décor politique rwandais pourraient-ils être susceptibles d'éclaircir quelques pans parmi les plus sombres du passé ? La recherche de la vérité progresse malgré tout. Trop souvent cependant, nous sommes confrontés à des présentations aussi partiales que peu subtiles de la tragédie rwandaise. C'est comme si nous étions alors acculés à ranger toutes les victimes dans un camp ethnique et tous les coupables dans l'autre. Les mensonges et l'agit-prop, qui ne le cèdent parfois en rien aux pratiques staliniennes, sont élevés au rang d'expressions crédibles du traumatisme et de l'indignation par des observateurs naïfs, pondants ou suffisants. Les questions dépourvues de portée sur la cause profonde et les véritables circonstances du malheur rwandais sont habituellement plus souvent qu'eux leur tour écartées par un barrage d'artillerie rhétorique. Les salves d'accusation trop faciles de divisionnisme ou de divisionnisme. Les interrogations incertaines, les observations impartiales et les préoccupations critiques doivent céder le pas à "l'histoire officielle et fabriquée", qui bénéficie de l'imprimatur de Kagame, président du Rwanda. Comme si Kigali voulait se réserver en permanence le pouvoir d'exploiter habilement le complexe de culpabilité d'une partie de sa propre population et de la communauté internationale. Des questions essentielles Ces obstacles ne doivent pas nous décourager de continuer à chercher la vérité et à questionner sans illusion l'histoire officielle. Comment est-il possible que tant de Rwandais soient tombés dans le piège de la radicalisation meurtrière ? Qui y avait intérêt ? Des plans machiavéliques ont-ils été mis en œuvre ? Habyarimana était-il responsable ou otage d'un entourage hutu extrémiste ? Qui a commandité les meurtres politiques dans les mois précédant le génocide ? Les plans de stabilisation forgés avant l'attentat contre l'avion présidentiel du 6 avril visaient-ils déjà l'extermination des Tutsis ? Qui a abattu cet appareil ? Kagame n'aurait-il pas pu mettre fin au génocide plus tôt ? Les Belges et les Français n'auraient-ils pas pu, ensemble, peser davantage sur le processus de paix ? Les Américains, les Britanniques, l'Ougandais Museveni, peuvent-ils être mis hors de cause ? Quid de l'attitude du Conseil de Sécurité du secrétariat de l'ONU ? Sait-on tout du rôle des Belges ? Est-il vrai que notre politique de tutelle avait déjà semé les graines de la tension ethnique ? Il existe certes ici et là quelques tentatives louables qui touchent à interroger avec franchise le passé récent, et on peut espérer qu'elles se multiplient. Un rapport coupable de l'Organisation Mais je doute que le rapport de la commission d'historiens français (le rapport Duclert) nous rapproche beaucoup de la vérité. Je ne peux que souscrire à de nombreuses conclusions de l'étude commandée par le président Macron sur le rôle de la France avant et pendant le génocide. Mon livre sur le Rwanda fourmille en effet d'exemples de décisions et d'initiatives françaises, qui ont souvent mis les Belges et les autres acteurs diplomatiques devant le fait accompli. L'arrogance avec laquelle les troupes militaires françaises se sont souvent comportées ou l'indulgence que la France réservait à de graves violations des droits de l'homme restent choquantes. Mais sur des points essentiels, le rapport se montre coupable de lacunes et d'omissions inexcusables. Contrairement à ce qu'affirme la commission, la France a bel et bien soutenu les accords d'Arusha, qui avaient prévu un ample partage du pouvoir (au point de faire craindre à de nombreux Hutus un retour à la domination ancestrale des Tutsis). Les responsabilités du Front patriotique rwandais (FPR) sont tantôt passées sous silence et tantôt sous-estimées. Le malheur causé par les attaques récurrentes du FPR de 1990 à 1994 contre les centaines de milliers d'agriculteurs en fuite est largement édulcoré. Mais comme si cela ne suffisait pas les déclarations médiatiques intempêtes du président de la commission, le professeur Duclert, tournent en dérision le sérieux scientifique qu'il est censé incarner. Des soi-disant axiomes consacrant l'absence d'antagonisme ethnique dans la société rwandaise traditionnelle, des définitions non étayées telles que la "dictature raciste d'Habyarimana", et enfin quitus impeccable accordé au FPR, sont tous considérés comme des acquis indiscutables. Le président de la République aurait tort de se vanter de ce rapport et de s'en inspirer pour la conduite de sa diplomatie rwandaise. De même, je crains que le nombre croissant d'élevés de journalistes, d'universitaires et d'hommes politiques français qui rejoignent aveuglément le chœur de la propagande à Kigali, ne se rendent pas compte qu'ils mettent leur propre crédibilité en jeu. L'indignation collective a fait son temps Ce constat peut sembler dur. Mais n'est-il pas grand temps de nous libérer d'une complaisance paralysante ? Tout comme nous nous montrions souvent à l'égard d'Habyarimana à l'époque n'est-il pas temps à présent de demander à Kagame qu'il rende des comptes ? Les réalisations indéniables et le "Singapour de l'Afrique centrale" ne peuvent plus être invoqués à tout bout de champ. Surtout s'il agit de justifier le silence, l'écartement ou l'indifférence face aux statistiques alarmantes, aux violations des droits humains et aux actions de stabilisation dans la région des Grands Lacs, qui s'opèrent sous la responsabilité de l'homme fort de Kigali. L'autre jour, j'avais écrit un article d'opinion indigné sur le silence de nos médias et de nos politiciens concernant la mort suspecte du chanteur de gospel Kizito, un Tutsi qui avait osé demander que la compassion pour la douleur s'étende également aux Hutus. Plus récemment, une mère tutsi de quatre enfants a trahie courageusement exprimé publiquement son "ras-le-bol" à propos d'un certain nombre d'abus commis au Rwanda aujourd'hui. Elle a été immédiatement menottée et emprisonnée. Depuis des années, des citoyens sont intimidés ou privés de leur liberté. Certains sont portés disparus d'autres encore ont été assassinés, que ce soit au Rwanda ou à l'étranger. Paul Rusesabagina fait actuellement l'objet

dâ€™un procÃ©s Ã Kigali. Sachant que la diplomatie du mÃ©gaphone n'est pas toujours la seule mÃ©thode efficace en la matiÃ¨re, j'ose croire que notre gouvernement gÃ©re avec sagesse la dÃ©fense des droits et intÃ©rÃ©ts de ce compatriote et que notre Parlement s'engage Ã©galement dans le dÃ©bat. Mais nous ne gagnerons ni comprÃ©hension ni respect en agissant de maniÃ¨re trop prudente. L'indignation sÃ©lective a fait son temps. Je me demande d'ailleurs pourquoi le prÃ©sident du Conseil europÃ©en, Charles Michel, ne s'exprime pas en public Ã ce sujet aprÃ©s sa rencontre Ã Kigali avec le chef d'Ã©tat rwandais, quelques jours aprÃ©s qu'une rÃ©solution largement soutenue du Parlement europÃ©en ait demandÃ© un procÃ©s juste et Ã©quitable pour Paul Rusesabagina. EspÃ©rons qu'il l'ait fait pendant l'audience. Je persiste Ã croire que la discrÃ©tion dont s'entoure la diplomatie a ses mÃ©thodes et ses raisons. Or, fermer les yeux n'est d'Ã©normes plus possible. Les agendas et leurs acteurs doivent Ãªtre dÃ©masquÃ©s. Tout le monde n'en est pas convaincu, mais beaucoup le sont. Il n'y a pas si longtemps, j'Ã©crivais : "AprÃ©s tout, ne nous sommes-nous pas trompÃ©s au sujet de Paul Kagame et de son Front patriotique rwandais (FPR) ? L'Ã©emballage habile et attrayant de nobles revendications (retour des rÃ©fugiÃ©s, dÃ©mocratie, partage du pouvoir, droits de l'homme) qui se virent bien accueillies en 1990 par la communautÃ© internationale, dont la Belgique, et par l'opposition interne, a servi Ã cacher ses vÃ©ritables intentions : attirer tout le pouvoir Ã lui et le sÃ©curiser d'une main de fer, donner libre cours aux ambitions interventionnistes au Congo!" Vingt-sept ans plus tard, nous devons continuer Ã insister sur la gravitÃ© du gÃ©nocide et sur les souffrances indicibles de centaines de milliers de malheureuses victimes. Nous devons continuer Ã lutter contre la banalisation et la simplification extrÃªmes, afin que chaque Rwandais, sans distinction aucune, ait le droit de faire le deuil de ses prochains. Une attitude de compassion authentique guidera Ã©galement la recherche de la vÃ©ritÃ©, non seulement pour dÃ©terminer dans quelle mesure nous avons Ã©tÃ© amenÃ©s Ã jouer Ã l'Ã©poque, mais aussi pour nous libÃ©rer aujourd'hui des ambiguÃ©tÃ©s, des prÃ©sentations unilatÃ©rales et des simplismes polarisants.

Ã

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});